

Tableau de bord sur la mise en oeuvre de l'Agenda social

2001/2241(INI) - 09/07/2002

La commission a adopté le rapport d'initiative de Miet SMET (PPE-DE, B) sur le tableau de bord de la mise en œuvre de l'agenda pour la politique sociale. Le rapport titre la demande du Parlement la Commission européenne de transmettre celui-ci le tableau de bord annuel dans des délais qui lui permettront de se prononcer avant le Conseil européen de printemps. La commission demande également que le Parlement soit pleinement impliqué dans le processus d'évaluation mi-parcours de l'agenda pour la politique sociale qui aura lieu en 2003 et que, dans le cadre de la Convention et de la CIG, on œuvre l'incorporation de la méthode ouverte de coordination dans le traité et qu'à cette occasion la question de la participation du Parlement cette méthode soit réglée. Le rapport critique le fait que la Commission européenne n'ait pris en compte aucune des demandes formulées antérieurement par le Parlement dans ses résolutions sur le nouvel agenda social et sur le tableau de bord pour 2001 en ce qui concerne, notamment, la mise en place d'un cadre fiscal et législatif pour le développement de l'économie sociale; la définition du droit d'action collective et notamment le droit de grève au niveau européen; des initiatives législatives ayant trait au travail domicile; l'aménagement du temps du travail pour assurer une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale; l'élaboration d'une proposition concernant les licenciements individuels, etc. La commission souhaite par ailleurs une participation plus active des partenaires sociaux, et en particulier des employeurs, à la réalisation des objectifs fixés. Pour ce qui est des points positifs du rapport, la commission félicite la Commission européenne de l'attention portée à la qualité du travail, la participation des travailleurs à la vie active et la protection des travailleurs en cas de restructuration et de délocalisation d'entreprises. Elle fait par ailleurs part de la satisfaction que lui inspire la proposition faite par la Commission européenne en matière de transférabilité des pensions. Elle félicite de même la Commission européenne de la décision concernant l'Année européenne des personnes handicapées, tout en indiquant qu'elle souhaite une attention accrue envers l'intégration dans la vie active et en particulier la lutte contre la discrimination dans l'emploi, au travail et dans l'accès à la formation professionnelle, etc. La commission formule un certain nombre de recommandations et, en particulier, demande à la Commission européenne d'accroître ses propositions législatives et ses travaux préparatoires, notamment en ce qui concerne la révision de la directive sur le comité d'entreprise, l'élaboration de livres verts sur l'assurance maladie complémentaire ainsi que sur l'illettrisme et l'exclusion sociale et la présentation d'une proposition, basée sur l'article 13 du traité, pour la lutte contre la discrimination des personnes handicapées. La Commission européenne est également invitée à prendre l'initiative dans la lutte contre le travail au noir, à proposer des mesures pour améliorer la situation des femmes et à encourager la pleine participation de ces dernières aux prises de décisions sur leur lieu de travail.